



DÉCLARATION AU COMITÉ TECHNIQUE DU 16 FEVRIER 2016

Monsieur le Président-directeur,

Comme vous le savez, SUD et la CGT ont fait le choix de ne pas siéger au Comité Technique (CT) du 24 novembre dernier.

Pour SUD, cette décision faisait suite au constat d'une direction générale arc-boutée sur ses certitudes et incapable de la moindre concession. Or nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises : nous refusons de participer à une parodie de dialogue social.

Bien qu'absent-es lors de ce Comité Technique inutile, nous prenons aujourd'hui connaissance de la teneur des propos qui s'y sont tenus. Nous vous rappelons d'ailleurs que ces discussions sont rendues publiques, d'où la présentation du procès-verbal ce jour avant sa diffusion prochaine.

La lecture de ce document a suscité étonnement, perplexité et colère.

ÉTONNEMENT parce que c'est la première fois que nous assistons à une prise de position de la Direction générale en faveur d'une organisation syndicale (OS).

Ainsi vous affirmez que *"la FSU a été la seule OS à poser des questions de fond concrètes"* et *"qu'aucune autre OS n'a formulé de propositions"*. Que ces propos soient le reflet de vos convictions ou qu'ils aient pour visée la division syndicale, cet affichage est une nouveauté au sein de notre établissement.

PERPLEXITÉ lorsque l'on apprend le rôle que vous assignez aux représentant-es du personnel. Vous annoncez que *"la direction attend des OS [...] des propositions concrètes"*.

Monsieur le Président, vous pouvez toujours attendre.

Premièrement parce que vous considérez comme nulles et non-avenues les propositions qui ne vont pas dans le sens que vous souhaitez.

Deuxièmement parce que nous ne vous devons rien et sommes là uniquement en raison de la confiance de nos collègues qui ont fait le choix de nous élire. C'est à eux que nous devons des comptes et ce sont leurs intérêts que nous défendons.

Troisièmement parce que vous n'avez pas de moyen de pression sur nos militant-es qui n'escomptent aucune promotion au titre de bons et loyaux services rendus à la Direction générale.

Quelles que soient vos attentes concernant SUD Culture, elles ne regardent que vous et ne

nous lient en rien. Les attentes des agents du Louvre, elles, guident nos actions et nos prises de position.

La COLÈRE pour finir, lorsque nous constatons de quelle manière vous tordez le réel pour qu'il se plie à vos intérêts. Là où l'on atteint des sommets, c'est en lisant vos propos sur nos soi-disant positions au Conseil d'administration.

Votre affirmation selon laquelle *"Alors que la FSU a toujours clairement affiché une position défavorable au sujet de l'externalisation des réserves, les autres OS, qui refusent de siéger ce jour, feignent d'oublier qu'elles ont approuvé ce projet en Conseil d'administration"* est surréaliste.

Sur la cohérence ou non des organisations syndicales du Musée du Louvre, nous vous invitons à vous pencher sur l'ensemble des votes aux différentes instances, du début du projet d'exil des oeuvres à Liévin jusqu'au CHSCT proposant la réorganisation de la *Direction de la recherche et des collections*.

Quant au fond, vos allégations sont tout simplement inadmissibles. Que les positions de SUD Culture vous disconviennent, c'est votre droit. Par contre, il est inacceptable qu'un président d'établissement public s'autorise à mentir en transformant les votes des organisations syndicales au gré de son bon plaisir.

Lors des élections de représentativité de décembre 2014, des rumeurs persistantes affirmaient que SUD avait voté pour l'externalisation des réserves à Liévin. Devons-nous comprendre aujourd'hui que cette campagne de déstabilisation émanait de la présidence-même de l'établissement ?

A toutes fins utiles, nous vous rappelons donc le contenu de notre profession de foi d'alors :

→ **externalisation des réserves** : en conseil d'administration, SUD a voté contre la délocalisation des œuvres à Lens. Même si la situation actuelle ne peut pas perdurer telle quelle, éloigner autant les collections – a fortiori dans le contexte actuel de négation par le ministère de nos fonctions scientifiques – serait un coup fatal porté à l'un des fondements de nos missions.

Extrait de la profession de foi de la campagne électorale de décembre 2014

Le peu de confiance qui subsistait encore à l'endroit de la direction générale est désormais rompu. Monsieur le Président, mauvaise foi, manipulations et mensonges ne sont pas une méthode de gouvernance. Nous voici maintenant informé-es sans aucun doute possible des pratiques en cours au Musée du Louvre. Les agents aussi.

Paris, le 16 février 2016